

jamais tenu énormément au premier rôle. Je suis heureux de pouvoir, aujourd'hui, aider le parti auquel j'appartiens à administrer les affaires publiques dans cette Chambre ou en dehors.

L'honorable leader de la gauche m'a aussi rappelé ce que l'on m'a déjà reproché souvent dans cette Chambre, c'est-à-dire, d'avoir changé d'allégeance politique ou de parti. Ce reproche m'a été adressé si souvent sans recevoir une réponse de ma part que je crois devoir, dans la présente occasion, donner une très courte explication. J'ai adopté pour règle de ne pas parler de moi-même ; mais comme l'on a dit que j'avais changé de parti pour certaines considérations, il n'est que juste que la Chambre connaisse la position que j'occupe et les circonstances qui m'y ont placé. J'ai débuté dans la vie publique comme libéral. J'étais alors un jeune homme et un homme mûr. C'était, en 1848, et je commençai alors à pratiquer ma profession d'avocat. La question qui excitait alors le plus l'attention publique était la présentation du bill relatif aux pertes occasionnées par la rébellion de 1837-38. Je me trouvais un jour sur une plateforme publique pour proposer une résolution à l'appui de lord Elgin, qui avait sanctionné le bill que je viens de mentionner, lorsque nous fûmes attaqués par une troupe de conservateurs et expulsés de l'endroit où les libéraux et moi-même étions placés. J'ai continué d'être l'allié du parti libéral jusqu'à l'année 1857. Je fus chargé alors d'examiner les titres que les diverses grandes villes avaient chacune à devenir la capitale du Canada. Je préparai un rapport sur ce sujet, et je me trouvais particulièrement chargé de la demande d'Ottawa dont j'étais le représentant. Après que la décision eut été donnée, le choix d'Ottawa—c'était en 1857-58—fut rejeté par le parti libéral et par une forte majorité. Sir John A. Macdonald, cependant, avait accepté la décision de la reine en faveur d'Ottawa. Comme je l'ai dit, je représentais la ville d'Ottawa, et certainement, je n'aurais pas rempli mon devoir si je n'avais pas alors donné mon appui au gouvernement dans une affaire aussi importante que celle dont il s'agissait, c'est-à-dire, le choix d'Ottawa comme capitale conformément à la décision de la reine.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : C'est-à-dire le rejet de la proposition d'un

crédit de 200,000 louis pour commencer la construction des bâtisses parlementaires—telle fut la question sur laquelle sir John A. Macdonald fut défait.

L'honorable M. SCOTT : Non, ce fut sur un vote direct concernant le choix de la capitale. M. Piché proposa qu'Ottawa ne devrait pas devenir la capitale, ou le siège du gouvernement. Le premier vote eut lieu sur cette proposition. On avait d'abord voté sur plusieurs motions proposant d'autres villes, et M. Piché proposa une motion directe, déclarant qu'Ottawa n'était pas un endroit convenable pour le siège du gouvernement du Canada, et cette motion fut adoptée. La question fut alors temporairement abandonnée, et demeura en suspens pendant toute une année. L'année suivante, accompagné par quelques hommes influents, je me rendis auprès de sir John Macdonald et des autres membres du gouvernement à Toronto, et je leur demandai s'ils étaient prêts à proposer le choix d'Ottawa comme capitale du Canada, et en faire une question de cabinet. Ils me répondirent dans l'affirmative, et ils se préparèrent à le faire.

Un paragraphe à cet effet fut inséré dans le discours du trône annonçant cette politique. Mais rappelez-vous que, avant cela, leur démission avait été donnée, et que le gouvernement Brown-Dorion leur avait succédé.

Puis, lors de la session suivante, en 1859, un paragraphe fut inséré dans le discours du trône, lequel obligeait le gouvernement d'appuyer la décision de la reine. Cette décision fut maintenue très difficilement, par une majorité de cinq voix seulement. J'aurais certainement manqué à mon devoir si je n'avais pas appuyé sir John A. Macdonald, après cela, et c'est ce que je fis jusqu'à la confédération. Mes relations avec sir John A. Macdonald furent toujours très agréables, même après mon alliance dans l'Ontario avec Blake et Mackenzie. Il est peut-être inutile que j'entre dans ces détails ; mais depuis une vingtaine d'années, j'ai été si souvent, dans cette Chambre, l'objet d'insinuations plus ou moins blessantes au sujet de mon changement de parti, que je saisis la présente occasion pour donner les explications que la Chambre vient d'entendre. C'est, du reste, une page de l'histoire canadienne qui ne doit pas être oubliée.